

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Monsieur l'Orateur, le dernier discours était intéressant. Il l'était surtout parce que, pendant 40 minutes, le député de Pembina (M. Bigg) a passé tout le pays en revue. Il a fait le tour du monde. Je l'ai suivi avec soin, mais pas une seule fois il n'a traité du Yukon ou des Territoires du Nord-Ouest.

Des voix: Vous n'écoutez pas.

M. Orlikow: Mais si. Ce qu'on reproche surtout à ce projet de loi, c'est d'être socialiste. Le député de Pembina a demandé aux députés de le rejeter parce qu'il étatiserait l'énergie. J'aimerais que ce fût le cas, mais il n'en est rien. Mon collègue de Skeena (M. Howard) a signalé, avec raison je crois, que le député du Yukon fonde ses objections sur le fait qu'à son avis la région serait mieux servie par une entreprise privée que par une société d'État. Il a droit à son opinion, mais il ne s'appuie pas sur les faits, que nous connaissons au Canada.

Le député de Pembina a essayé de nous dire que les difficultés relatives à l'énergie provenaient du fait que notre parti et des vis-à-vis se sont laissé séduire par les enseignements des socialistes britanniques. Je ne pense pas me tromper en disant que le réseau hydro-électrique en Ontario a été étatisé en 1905 alors que le parti travailliste britannique venait d'entrer sur la scène politique. C'est un gouvernement conservateur, dirigé par sir Adam Beck, qui l'a étatisé.

Si la nationalisation de l'énergie est si terrible que cela, je signale au député de Pembina que c'est maintenant le moment de présenter cet argument. Le parti conservateur d'Ontario tient un congrès à la direction et le député devrait rencontrer les cinq candidats qui convoient le poste pour les convaincre qu'une régie gouvernementale de l'énergie fait du tort à l'Ontario. Il devrait tenter de persuader celui qui deviendra premier ministre qu'il n'a qu'à vendre l'Hydro de l'Ontario à l'entreprise privée. Je me demande quel appui il aurait du parti conservateur de cette province. Ce serait intéressant à voir.

M. Bigg: Qu'est-ce que cela ferait?

M. Orlikow: L'Ontario n'est pas la seule province qui ait étatisé l'électricité. Au Manitoba, dans ma province, la dernière centrale électrique du secteur privé a été transformée en service public par un gouvernement libéral. En Colombie-Britannique, le même phénomène s'est produit sous l'égide d'un gouvernement du Crédit social. En Saskatchewan, c'est un gouvernement CCF qui a créé le système d'énergie électrique en entreprise publique. En Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick, le système d'énergie électrique appartient au public. Une des choses qui distingue le Canada des États-Unis est le fait que nous n'avons à peu près pas de systèmes d'énergie électrique appartenant à l'entreprise privée. L'Alberta est à peu près la seule province à en avoir un.

Pourquoi avons-nous des systèmes nationalisés? Parce que dans presque toutes les provinces, on en est venu à la conclusion, après avoir étudié le problème fort attentivement, que l'électricité pouvait être distribuée aux consommateurs des provinces intéressées à meilleur marché et plus efficacement que ne pouvaient le faire les entreprises privées. Les motifs sont assez évidents.

[M. l'Orateur suppléant.]

M. Forrestall: Prouvez-le.

M. Orlikow: Pour construire des centrales électriques, il faut emprunter de grosses sommes et aucune société privée ne peut emprunter à si bon compte qu'une société d'État, fédérale ou provinciale.

M. Forrestall: Bêtise!

M. Orlikow: Que le député songe à ce qui s'est passé en Nouvelle-Écosse où l'énergie électrique appartient à l'État.

M. Forrestall: Elle appartient aussi à l'entreprise privée.

M. Orlikow: Il y a à peine quelques années—je crois que la plupart des députés actuels étaient ici—un gouvernement libéral dans la province du Québec a nationalisé tout le réseau d'électricité du secteur privé de la province et a créé une seule société d'énergie, appartenant à l'État.

M. Comeau: Parfaitement, c'est ce qu'on fait les libéraux.

M. Orlikow: Oui, les libéraux au Québec et les conservateurs en Ontario. C'est précisément ce que j'ai dit. Ils l'ont fait parce qu'il a été prouvé de façon concluante que les réseaux publics peuvent fonctionner à meilleur marché que les sociétés privées. Il suffit d'aller à Niagara Falls, dans la province d'Ontario et d'y comparer le prix de revient de l'énergie électrique avec le prix correspondant à Niagara Falls dans l'État de New York. La différence provient de ce que l'énergie électrique dans l'État de New York appartient toujours au secteur privé. Je dis donc au député de Pembina que ce bill ne prévoit pas la création d'un réseau énergétique d'État dans le Yukon. S'il prévoyait cela, je l'appuierais bien plus énergiquement que je ne le fais maintenant. Et alors il fournirait aux habitants du Yukon de l'énergie à meilleur marché plus rapidement que ne l'a fait le réseau privé, comme cela s'est déjà passé dans presque toutes les autres régions du Canada.

• (9.20 p.m.)

Je voudrais terminer en disant quelques mots sur un sujet auquel le député de Pembina (M. Bigg) a fait plusieurs fois allusion. J'essaierai d'être plus bref que lui. Il a prétendu que les difficultés qu'éprouvait la Grande-Bretagne étaient dues à son gouvernement socialiste. On pourrait penser à l'entendre que toutes les ressources et les industries du Royaume-Uni sont étatisées. Ce n'est pas vrai. La grande majorité des industries et des ressources de la Grande-Bretagne appartiennent encore au secteur privé. Il a dit que la situation de la Grande-Bretagne ne se comparait pas favorablement avec celle des pays de la Communauté économique européenne.

Si le député se renseignait sur la situation qui règne dans des pays comme la France et l'Italie, je suis certain qu'il serait très étonné d'apprendre ce qui s'y passe. En France, en Italie et ailleurs en Europe occidentale, la proportion des industries et des services nationalisés est plus importante qu'en Grande-Bretagne. Ainsi lui répon-